

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 04/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PELEIA 2

Les Pénages

41160 MOISY

Références : 2024-15_RAP VI PE LES PENAGES

Code AIOT : 0010011785

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/12/2023 dans l'établissement PELEIA 2 implanté Les Pénages 41160 Moisy. L'inspection a été annoncée le 30/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PELEIA 2
- Les Pénages 41160 Moisy
- Code AIOT : 0010011785
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien Les Pénages, en fonctionnement depuis 2007, est exploité par la société PELEIA 2. Ce parc a fait l'objet d'un renouvellement, encadré par l'arrêté préfectoral n°41-2020-11-12-005 du 12 novembre 2020, pour les 5 éoliennes le constituant. Les travaux relatifs au chantier de déconstruction/construction ont débuté en août 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Localisation et caractéristiques des installations,
- Gestion des déchets,
- Mesures de protection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Localisation des installations	AP Complémentaire du 12/11/2020, article 2	Sans objet
3	Démantèlement, construction et mise en service industrielle du parc	AP Complémentaire du 12/11/2020, article 13	Sans objet
7	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Caractéristiques des aérogénérateurs	AP Complémentaire du 12/11/2020, article 3	Sans objet
4	Lignes électriques	AP Complémentaire du 12/11/2020, article 6.1	Sans objet
5	Préservation de l'avifaune et des chiroptères	AP Complémentaire du 12/11/2020, article 6.2	Sans objet
6	Mesures spécifiques liées à la protection de la ressource en eau	AP Complémentaire du 12/11/2020, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/11/2020, article 2				
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par l'autorisation environnementale				
Prescription contrôlée : Les installations concernées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :				
Installation	Coordonnées Lambert 93		Commune	Parcelles cadastrales
	X	Y		
Aérogénérateur E1	574730,72	6761161,36	OUZOUER LE DOYEN	ZL32
Aérogénérateur E2	575047,45	6760436,94	MOISY	ZR4
Aérogénérateur E3	575256,46	6760078,03	MOISY	ZS14
Aérogénérateur E4	575466,01	6759744,13	MOISY	ZH22
Aérogénérateur E5	575846,16	6759367,27	MOISY	ZI68
Poste de livraison	575260,05	6760146,38	MOISY	ZS12

Constats : L'implantation du poste de livraison est à confirmer (coordonnées Lambert 93 à fournir).

Les coordonnées des cinq éoliennes variant légèrement par rapport aux localisations prescrites par l'article susvisé, celles-ci doivent être notifiées aux services compétents (SNIA, SRDCAM Nord, Préfecture, SDIS).

Les données présentes sur OREOL sont à mettre à jour.

Observations : Lors de la visite d'inspection du 14 décembre 2023, l'exploitant avait en sa possession cinq plans en date du 20 septembre 2023, réalisés par un géomètre, relatifs à l'implantation des cinq nouvelles éoliennes mais ne disposait de plan indiquant les coordonnées du poste de livraison (celui-ci aurait été reconstruit au même emplacement).

D'après ces plans, les cinq éoliennes sont bien implantées sur les parcelles prescrites par l'article sus-visé. Les coordonnées Lambert 93 notifiées sur ces plans pour chacune des éoliennes sont les suivantes :

- Éolienne n°1 : X = 574746.73, Y = 6761156.63 ;
- Éolienne n°2 : X = 575050.23, Y = 6760439.41 ;
- Éolienne n°3 : X = 575253.14, Y=6760077.44 ;
- Éolienne n°4 : X = 575463.79, Y = 6759744.31 ;
- Éolienne n°5 : X = 575842.69, Y = 6759368.32.

Les coordonnées Lambert 93 effectives des 5 éoliennes varient légèrement par rapport à celles prescrites par l'article sus-visé. L'éolienne N°1 présente la plus grande variation par rapport aux coordonnées prescrites, notamment avec une différence de 16 mètres pour la coordonnée X.

L'exploitant a indiqué que la détermination des coordonnées des éoliennes avait été effectuée par calcul (prise en compte du centre d'un cercle modélisé par 3 points pour définir les coordonnées).

Il est à noter que les coordonnées des éoliennes et du poste de livraison notifiées dans les courriers de déclaration d'ouverture de chantier transmis au Service National d'Ingénierie Aéronautique et à la Sous Direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord (cf. constat n°7) sont celles prescrites par l'article susvisé.

Par ailleurs, les coordonnées des cinq éoliennes et du poste de livraisons disponibles sur la plateforme OREOL n'ont pas été mises à jour.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Caractéristiques des aérogénérateurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/11/2020, article 3					
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature					
Prescription contrôlée :					
Rub.	Rég.	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Critère de classement	Hauteur de mât
2980.1	A	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs	5 aérogénérateurs	Comprenant au moins un aérogénérateur dont la hauteur du mât et de la nacelle au-dessus du sol est supérieure ou égale à 50m	75 m
La hauteur totale maximale en bout de pôle autorisée, pôle en position verticale, pour chaque aérogénérateur est de 125 mètres au maximum. Le diamètre maximal du rotor autorisé pour chaque aérogénérateur est de 100m. La puissance unitaire maximale autorisée pour chaque aérogénérateur est de 2.5 MW portant la puissance totale maximale autorisée pour l'installation à 12.5 MW.					
Constats : Pas d'écart constaté.					
Observations : Lors de la visite d'inspection du 14 décembre 2023, un document relatif à la description des éoliennes a été consulté (référéncé n°0062-4191 V05 2018-02-27). Celui-ci notifie les caractéristiques de différents modèles d'éoliennes. Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le contrat de fourniture et d'installation passé le 7 juin 2022 avec la société spécialisée dans la fourniture et l'installation d'éoliennes où il est notifié le modèle des éoliennes prévu dans le cadre du renouvellement du parc : " Vestas V100 - 2.2 MW, 75 m de hauteur de moyeu". Ce modèle d'éolienne présente un diamètre de rotor de 100 mètres selon le document n°0062-4191 V05 2018-02-27. Au vu des éléments ci-dessus, la hauteur totale en bout de pôle est de 125 m (hauteur de moyeu de 75 m + rayon du rotor de 50m). Les éoliennes auront une puissance unitaire de 2.2 MW (inférieure au 2.5 MW prescrit).					
Type de suites proposées : Sans suite					

N° 3 : Démantèlement, construction et mise en service industrielle du parc

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/11/2020, article 13	
Thème(s) : Autre, Information préalable	
Prescription contrôlée : Préalablement à la réalisation de ces opérations, l'exploitant informe : le Préfet de Loir et Cher, l'Inspection des installations classées, le service d'incendie et de secours du Loir et Cher, le ministère de la transition écologique - Direction générale de l'aviation civile - Service national d'ingénierie aéronautique [...], le ministère des armées – Sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord à Cinq-Mars la Pile [...]: - des dates de début et de fin de chantier pour l'installation des éoliennes, en rappelant pour	

<p>chacune d'elles, sa position géographique exacte, en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), son numéro d'identification inscrit sur son mât, ainsi que son altitude en mètres NGF (nivellement géographique de la France) à la base et leur hauteur au sommet (pâles comprises) ;</p> <p>- de la mise en service industrielle de son installation.</p> <p>L'exploitant devra également transmettre un mois avant le début des travaux le formulaire de déclaration d'un montage d'un parc éolien au ministère de la transition écologique - Direction générale de l'aviation civile - Service national d'ingénierie aéronautique [...], avec copie à la DSAC-O-SNIA du pôle de Châteauroux pour information.</p> <p>Constats : La déclaration d'ouverture de chantier, transmise aux différents services, ne comporte pas l'ensemble des informations attendues.</p> <p>Lors de la déclaration de la mise en service industrielle de l'installation aux différents services identifiés par l'article susvisé, l'exploitant veillera à notifier l'ensemble des informations susvisées.</p> <p>Observations : L'exploitant a informé les services, indiqués par l'article sus-visé, de l'ouverture du chantier par courrier du 27 juillet 2022.</p> <p>Une copie de l'ensemble de ces courriers et de leur justificatif d'envoi (accusé réception) ont été transmis à l'inspection par l'exploitant à la suite de la visite d'inspection.</p> <p>Les déclarations transmises au SNIA et à la SDRCAM Nord notifient, en plus de la date d'ouverture de chantier, la position géographique, les coordonnées WGS 84, le numéro d'identification des cinq éoliennes et du poste de livraison mais ne précise pas leur altitude en mètres NGF (seulement la hauteur en mètre du mât pour la déclaration au SNIA et les hauteurs en mètre du mat et en bout de pâles pour la SDRCAM Nord). Seule la déclaration transmise au SNIA indique la date prévue de fin de chantier et celle de mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Les déclarations transmises à la Préfecture de Loir-et-Cher, à la DREAL et au SDIS notifient seulement la date de démarrage du chantier de construction.</p> <p>L'exploitant a également fourni à l'Inspection une copie des formulaires de déclaration de démontage et de montage d'un parc éolien transmis, respectivement le 18 janvier 2023 et le 6 juillet 2023, au Service National d'Ingénierie aéronautique - Pôle Nantes. Ces formulaires n'ont pas été transmis, pour copie, au SNIA du Pôle de Châteauroux selon l'exploitant, contrairement à ce qui est prescrit par l'article sus-visé.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 4 : Lignes électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/11/2020, article 6.1
Thème(s) : Autre, Préservation du paysage
Prescription contrôlée : L'ensemble des lignes électriques de raccordement internes au parc est enfoui.
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Aucune ligne électrique non enterrée n'a été observée au niveau du poste de livraison et de l'éolienne n°2 (installations vues au cours de la visite du site).</p> <p>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport final sur la mise en œuvre des canalisations électriques enterrées au droit du site (rapport n°13871079/2/1-RF1 du 31/08/2021) qui</p>

retrace l'ensemble des documents qui ont été émis et qui n'ont pas mis en avant d'observation (compte rendu de visite, avis sur dossier de récolement, rapport final, attestation de conformité).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Préservation de l'avifaune et des chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/11/2020, article 6.2
Thème(s) : Autre, Préservation des enjeux environnementaux locaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour éviter de perturber les espèces nicheuses, les travaux de construction/déconstruction des aérogénérateurs ne doivent pas débuter entre le 1er avril et le 31 juillet, ils démarrent donc entre le 1er août et le 31 mars. Les travaux peuvent être poursuivis au-delà du 31 mars s'ils ont été continus afin de finaliser le levage des machines ; dans ce cas-là, une levée de contrainte est réalisée par une personne ou un organisme expert en relevés ornithologiques.</p> <p>Les aménagements temporaires (aire principale du chantier de construction/déconstruction, plates-formes de montage) et pérennes (chemins d'accès, plates-formes de maintenance, fondations des aérogénérateurs et passages des câbles de raccordement) sont réalisés en dehors des aires remarquables (notamment les milieux prairiaux, les points d'eau, les zones humides et les massifs boisés) et avec le souci de préserver les zones boisées, particulièrement le réseau de haies et les arbres isolés, conformément au dossier de demande fourni par le pétitionnaire [...].</p>
<p>Constats : Pas d'écart constaté (les travaux se sont poursuivis au-delà du 31 mars mais ont fait l'objet d'un suivi environnemental).</p>
<p>Observations : Le 27 juillet 2022, l'exploitant a déclaré à la préfecture de Loir-et-Cher le démarrage du chantier de construction du parc éolien.</p> <p>Pour rappel, le planning prévisionnel des travaux, fourni dans le dossier relatif au renouvellement du parc éolien, était le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Remise à niveau du site : 5 semaines ; - Démontage des 5 éoliennes : 5 semaines ; - Démontage/Déconstructions des 5 fondations : 5 semaines ; - Réalisation des 5 nouvelles fondations : 10 semaines ; - Raccordement et réseau électrique : 4 semaines ; - Montage, mise en service et test des éoliennes : 12 semaines. <p>Lors de la visite d'inspection du 14 décembre 2023, l'exploitant a indiqué les dates de réalisation des grandes étapes du renouvellement du parc éolien :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Remise à niveau du site (pistes, câbles ...) : novembre 2022 ; - Démontage des éoliennes : mars 2023 ; - Montage des nouvelles éoliennes : septembre 2023. <p>L'exploitant a précisé que les travaux du parc éolien des Pénages avaient été réalisés en même temps que ceux de deux autres parcs éoliens afin de mutualiser les mêmes prestataires.</p> <p>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a fourni les trois rapports des suivis environnementaux effectués : le 1er, le 9 mars 2023 en amont du chantier (référéncé R/01/2023/41 - Version V01 - 14/03/2023) et les deux autres le 9 juin (référéncé R/02/2023/41 - Version V02 - 13/06/2023) et 27 juin 2023 (référéncé R/02/2023/41 - Version V02 - 28/06/2023) en cours de chantier.</p>

<p>Le suivi environnemental en amont du chantier a consisté en un contrôle de l'avifaune présente, des chemins d'accès aux éoliennes et des linéaires arborés et arbustifs : aucun espace boisé, haie, point d'eau, présentant des caractéristiques écologiques intéressantes n'a été retenu et quelques espèces patrimoniales d'oiseaux ont été observées. Le rapport concluait sur le fait que le chantier pouvait être maintenu aux dates prévues tout en faisant l'objet de passages réguliers.</p> <p>Lors des passages en juin, les éoliennes étaient démontées et les nouvelles plateformes étaient en cours de travaux. Le bureau d'études a recommandé une attention particulière au niveau des parcelles au sud de la zone d'étude ainsi que lors des déplacements sur le site, du fait de l'observation de certaines espèces ornithologiques.</p> <p>Le bosquet présent à proximité du poste de livraison a été conservé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Mesures spécifiques liées à la protection de la ressource en eau

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/11/2020, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout prélèvement d'eaux de surface ou souterraine et tout rejet dans le milieu naturel de produits dangereux pour l'environnement ou susceptible de dégrader l'environnement sont interdits, que ce soit en phase de travaux ou d'exploitation.</p> <p>Des mesures spécifiques sont prises pour préserver la ressource en eau. Ces mesures sont a minima les suivantes : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - des rétentions sont associées à chaque stockage de produits dangereux pour l'environnement. Les rétentions sont dimensionnées pour contenir la totalité du volume des produits stockés. Tout stockage de ces produits en dehors des rétentions est interdit. La zone de stockage est inaccessible en dehors des heures de chantier ; - le lavage des véhicules de chantier est interdit. L'entretien des engins de chantier est interdit sur le site sauf en cas de force majeure et sous réserve de la mise en place préalable d'une aire étanche ; - les déchets dangereux pour l'environnement produit dans le cadre du chantier de construction/déconstruction sont stockés dans des conteneurs adaptés au contenant et étanches. Ces déchets sont régulièrement collectés et éliminés par une société spécialisée ; - des kits anti-pollution sont tenus à la disposition des opérateurs de chantier et des agents en charge de la maintenance afin de contenir les conséquences d'un déversement de produits dangereux en cas d'incident/accident. [...]
<p>Constats : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Observations : Lors de la visite d'inspection du 14 décembre 2023, l'exploitant a indiqué que de l'eau avait été nécessaire au cours des travaux. L'eau utilisée provenait de citernes d'eau apportées sur le site.</p> <p>Il a précisé que les toupies intervenant sur le site ont dû être lavées avant de reprendre la route. Le lavage de ces toupies a été effectué au niveau d'un trou où du géotextile a été apposé afin de récupérer les matériaux de lavage.</p> <p>Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le plan particulier de sécurité et de la protection de la santé mis en place pour le chantier ainsi que le plan général simplifié de</p>

<p>coordination sécurité et protection de la santé. Ces documents notifient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'absence d'atelier et de stockage de carburant sur le site durant le chantier ; - la présence d'un kit antipollution dans le fourgon du chef de chantier ; - la mise en place de fosses garnies d'une couche de matériaux filtrants entre deux membranes constituées d'un géotextile pour le nettoyage des toupies ; - la réalisation d'une aire imperméable et équipé d'un système de recueil, de traitement et d'évacuation des eaux de lavages pour le nettoyage des véhicules et engins de chantier ; - la mise à disposition de bennes correspondants aux différents produits non dangereux à évacuer ; - pour les produits chimiques : étiquetage systématique des récipients de stockage de produits chimiques, délimitation des zones d'approvisionnement de stockage où sont entreposés et manipulés les produits dangereux ; application de toutes les dispositions en matière de stockage et de sécurité préconisées par le fournisseur (rétention, protection incendie ...) <p>Les travaux étant terminés le jour de la visite d'inspection, ces différents dispositifs n'ont pas pu être constatés.</p> <p>Le dispositif de gestion de déchets, au niveau de l'éolienne n°2, avait été constaté en juin 2023 par le bureau d'études réalisant le suivi environnemental du site.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 7 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Autre, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>7.1. Récupération - recyclage - élimination : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.</p> <p>7.4. Déchets non dangereux : Les déchets non dangereux (définis à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) et non souillés par des produits toxiques ou polluants sont récupérés, valorisés ou éliminés dans des installations autorisées.</p> <p>Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1 100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des collectivités.</p> <p>Constats : La gestion des déchets produits dans le cadre des travaux de renouvellement du parc éolien est à justifier (registre de suivi, bordereau de suivi ...).</p> <p>Observations :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 14 décembre 2023, l'exploitant a indiqué les éléments suivants vis-à-vis des travaux de démontage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 mâts ont été découpés pour revalorisation et 2 autres stockés ; - les nacelles et les pâles sont stockées sur un autre site ; - la ferraille a été revalorisée ; - le béton du poste de livraison démonté a été revalorisé et le reste évacué en tant que déchets ;

- les câbles électriques ont été évacués en tant que déchets.

L'exploitant a indiqué n'avoir aucun élément justificatif vis-à-vis de la gestion des déchets, celle-ci ayant été gérée par les prestataires étant intervenus sur le chantier.

Type de suites proposées : Susceptible de suites